

# L'Humanité



# rouge

Prolétaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Mercredi  
2 février 1977

No 616

1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 57952

## Vague d'arrestations en Espagne

# LES REVISIONNISTES AU SECOURS DES MONOPOLES EN DIFFICULTE

Pour les forces bourgeoises espagnoles regroupées tant dans le gouvernement que dans «l'opposition démocratique»: l'heure est désormais à l'union sacrée.

C'est désormais ouvertement qu'elles collaborent à aménager la «transition» du franquisme nécessaire aux monopoles espagnols.

Après les différents événements, enlèvements, attentats divers qui se sont

de répression vendredi à Madrid. Elles demandent au gouvernement de faire preuve du «maximum d'énergie» et de procéder au «désarmement immédiat de tous les groupes». Elles appellent enfin «la population à coopérer avec les autorités afin de mettre fin aux activités de ceux qui s'opposent par la violence aux désirs de liberté et de démocratie des espagnols».

riats de police et casernes dont dépendaient les trois policiers tués vendredi s'élevant contre les «sauvages attentats et assassinats des agents des forces de l'ordre». Ce même Comité Central a fait paraître dimanche dans les quotidiens «Ya» (Catholique) et «El País» (indépendant) les avis de décès des trois policiers espagnols, avis payés par la caisse du PCE et déclarant que «les trois membres des forces de l'ordre public ont été assassinés par les ennemis de la démocratie et de la bonne entente entre tous les espagnols».

On comprend qu'après d'aussi éclatantes preuves de sa «responsabilité» le gouvernement ait donné l'ordre de faire garder par des policiers armés les sièges du PCE et des autres «organisations clandestines» (!) à sa solde afin d'éviter toute provocation à leur égard.

On comprend aussi que tous les quotidiens madriléniens aient publié en première page un éditorial commun appelant à l'«unité de tous sans exclusivité», pour l'organisation des prochaines élections.

(Suite p.2)



Arrestation d'un militant antifasciste lors d'une manifestation

succédés en Espagne ces derniers jours, la «coordination démocratique» et tout particulièrement le parti révisionniste de Santiago Carrillo ont multiplié les preuves de leur volonté de «loyauté» à l'égard du régime en place.

L'ensemble des directions des syndicats et partis de la fausse gauche espagnole ont condamné avec «indignation» la liquidation de trois membres des forces

Le discours de Suarez annonçant la suspension de certains des rares droits démocratiques fondamentaux reconnus en parole par la loi espagnole a été applaudie par la même «opposition» comme «l'un des discours les plus honnêtes jamais prononcé en Espagne depuis 40 ans».

Le comité Central du Parti révisionniste de Carrillo a poussé le zèle jusqu'à adresser des télégrammes de condoléances aux commissa-

## Foyers Sonacotra

### Contre les saisies-arrêts sur salaires Pour le retour des délégués expulsés Manifestation samedi à Saint-Denis

En ces temps de campagne électorale, les différents partis se déchirent pour savoir à qui reviendra la plus grosse part des gâteaux financiers que représente la gestion des municipalités.

Ils sont divisés sur la façon de maintenir l'ordre capitaliste et de réprimer les masses populaires révoltées par la crise du régime. Les querelles au sein de la «majorité» comme au sein de «l'union de la gauche» et entre elles ne sont que le prélude à des querelles plus vives encore lors des prochaines élections législatives, dont les municipales préparent le terrain.

Mais si sur le terrain électoral, les forces réactionnaires s'affrontent, elles ont une pratique et des soucis communs face aux travailleurs : gagner des voix au moyen de la démagogie et étouffer ou contrôler toute action revendicative ou révolutionnaire de la classe ouvrière et des autres couches populaires.

Ebranlées par la crise économique, divisée par des luttes de clans, la classe des patrons redoute par-dessus tout les mouvements de masse anticapitalistes et parmi eux ceux qui échappent déjà partiellement ou totalement au contrôle des traitres au

prolétariat du genre Marchais et Ségué.

Notre journal s'est fréquemment fait écho et le porte-parole d'un de ces mouvements, depuis plus d'un an. Il s'agit de la lutte des résidents de la Sonacotra, dont plus de 90 % sont des immigrés, contre les loyers trop chers (2700F par mois en 6 pièces), contre les gérants racistes, pour la liberté dans les foyers et le retour des 17 délégués expulsés en avril 1976. Si cette lutte, avec d'autres, revêt à nos yeux une importance particulière c'est pour plusieurs raisons qui ont toutes un rapport

direct à court ou moyen terme avec la révolution prolétarienne dans notre pays.

1) Cette lutte, sous la forme d'une grève de loyers, est une action de masse, menée par plusieurs milliers d'ouvriers et en concerne des dizaines de milliers. Sur le front du logement elle participe aujourd'hui au combat que livrent les travailleurs contre la dégradation de leurs conditions d'existence provoquée par la crise capitaliste. Combat indispensable aux progrès de la conscience et de l'organisation des masses pour la révolution.

(Suite p.3)

## Nice

### Agression contre un étudiant tunisien

Dans la nuit de jeudi à vendredi, l'étudiant tunisien Mokhtar Mahmoudi a été grièvement blessé par balles devant le consulat de Tunisie à Nice, alors qu'il écrivait des slogans sur un mur.

Transporté à l'hôpital St Roc, le jeune tunisien se trouve dans un état grave.

Quant à l'agresseur, un certain Ali Couci, présenté comme un employé du Consulat, il aurait été mis à la disposition du Parquet. Le Consulat de Tunisie de Nice est bien connu pour être un repère de flics : de sour-

ce sûre, 30 d'entre eux sont arrivés à Nice il y a trois mois dans le but de rechercher et réprimer les tunisiens hostiles au régime de Bourguiba.

Travaillant main dans la main avec les flics français, ces gangsters n'hésitent pas à appuyer sur la gâchette.

Tous les progressistes français ne manqueront pas de faire connaître ce lâche attentat; au côté de nos frères immigrés, ouvriers et étudiants, nous ferons face à ces méthodes fascistes !

(Suite p.3)

Manteaux de fourrure  
et petits fours

Une inauguration à  
l'image de Beaubourg  
article p.7

## Tunisie

# Amnistie pour les prisonniers politiques !

Le 22/10/76 : procès de 11 syndicalistes des mines de Jérissa. Peines allant jusqu'à un an et demi pour « grèves sauvages » et « idées diaboliques ».

Le 11/11/76 : procès de 22 militants du Front progressiste pour la libération de la Tunisie. Peines allant jusqu'à 11 ans de prison pour délit d'opinion.

Le 24/11/76 : 68 paysans de Bir Mcherga comparaissent devant la chambre criminelle. 14 condamnations allant de 3 ans de prison à 5 ans de travaux forcés. Délit : refus d'expropriation de leur terre par un gros propriétaire soutenu par la police et la gendarmerie.

Telle est la manière du régime de résoudre les difficultés engendrées par l'aggravation de la situation économique et politique dans le pays (chômage, inflation, déficit de la balance commerciale...). Situation reflétant les répercussions de la crise qui secoue les pays impérialistes et illustrant la gravité de l'assujettissement du pouvoir tunisien.

Le peuple tunisien réagit à cette politique par des luttes de plus en plus âpres et décidées. Les grèves et les manifestations touchent tous les secteurs de la vie

économique et sociale. Dans les établissements de l'enseignement où campent les vigiles les étudiants et les lycéens sont mobilisés pour déjouer les manœuvres du pouvoir.

Dans ce contexte de luttes, les revendications démocratiques sont prises en charge par l'ensemble des couches sociales.

Pour déjouer les revendications populaires, le pouvoir veut tenir un langage pseudo-démocratique qui ne trompe personne quant à ses visées et aux basses manœuvres qui dictent ses actes.

Le régime de Bourguiba est décidé à ne rien changer à sa nature répressive, anti-populaire et antidémocratique. Il n'est pas question pour lui d'instaurer dans le pays un authentique processus démocratique qui suppose l'application de l'article 8 de la Constitution et la prise en charge de la destinée du pays par l'ensemble des forces populaires anti-impérialistes aspirant à l'indépendance nationale et à la démocratie.

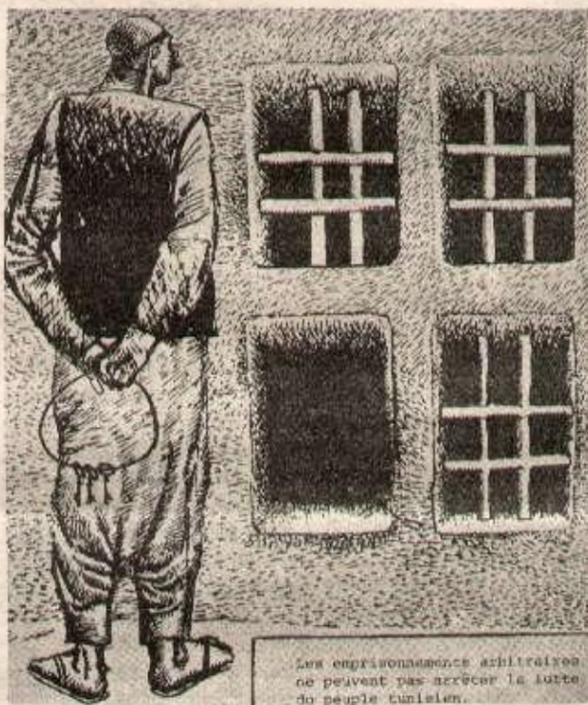
Les institutions du régime restent rigides. Les lois et les libertés élémentaires sont safoquées par une machine répressive omniprésente.

Plutôt que de remettre en question ses options anti-

populaires et antinationales, le régime destourien croit pouvoir tromper l'opinion nationale et internationale, tantôt en tenant un langage de « démocratie » et de « dialogue », tantôt en libérant quelques détenus politiques ou en tendant aux masses laborieuses la carotte de l'augmentation des salaires,

la vie, les statuts garantissant la sécurité de l'emploi restent lettre morte... etc.

— les détenus libérés restent des otages sous la surveillance d'une police pour laquelle il n'existe pas d'amnistie et d'une « grâce » présidentielle capricieuse et de mauvaise foi. Le statut de détenu politique n'étant pas



Les emprisonnements arbitraires ne peuvent pas arrêter la lutte du peuple tunisien.

Alors qu'en fait :  
— les augmentations s'accompagnent d'une hausse vertigineuse du coût de

reconnu par le pouvoir. Affaiblis par les tortures, le manque d'hygiène et la sous-alimentation, les prisonniers politiques sont exposés à la dégradation de leur santé et à l'arbitraire des geoliers.

Mobilisons-nous pour dénoncer les manœuvres du régime destourien !

Alarmons l'opinion de la situation critique des détenus politiques en Tunisie !

Reclamons une amnistie générale, inconditionnelle et définitive pour toutes les victimes de la répression.

Comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie.

## Guide des films anti-impérialistes

Par Guy Hennebelle



- 300 films répertoriés
- 150 films analysés
- une foule d'adresses

PH 10 F

E-100

Editions du Centenaire  
24, rue Philippe-de-Girard  
75010-Paris Tel. : 202 87 95

## Après l'eurodollar, l'eurorouble

# L'impérialisme russe sur les traces de son rival US

La revue bourgeoise anglaise «Financial Times» révèle des informations intéressantes sur la pénétration russe en Europe.

Selon les méthodes impérialistes classiques, l'URSS a déjà imposé aux pays du Comecon — sorte de marché commun sous la coupe de l'URSS — le système de l'eurorouble. Il ne s'agit pas à proprement parler d'une devise, bien qu'elle en exerce les fonctions, mais plutôt d'une unité de compte, liée directement au rouble soviétique et qui permet aux pays du Comecon de financer leur déficit commercial avec leurs partenaires.

Jusqu'ici rien de différent par rapport à la politique des USA avec l'Europe. Les Américains paient leurs dettes envers l'Europe avec des dollars non convertibles en or, c'est-à-dire qu'ils paient nos marchandises avec du papier, de la «monnaie-singe». Les USA ont réussi à imposer ce système malgré l'opposition de De Gaulle qui voulait maintenir la convertibilité des monnaies en or.

Là où le système russe devient plus dangereux, c'est que l'URSS veut étendre

l'eurorouble à l'Europe de l'Ouest. Jusqu'à présent, les échanges Est-Ouest étaient financés en devises fortes — dollars par exemple — mais le déficit commercial des pays de l'Est par rapport à l'Ouest s'aggravant, l'URSS a inventé une parade de type impérialiste : étendre le marché de l'eurorouble à l'Europe de l'Ouest. Ceci veut dire par exemple que si Renault vend des voitures à l'URSS, les voitures seraient payées en euroroubles. Avec cette monnaie, il ne sera possible que d'acheter des produits payés en euroroubles.

Ceci voudrait dire que l'URSS au bout d'un moment n'aurait plus de déficit commercial avec l'Europe puisque les pays qui lui auraient vendu quelque chose seraient obligés de lui acheter des marchandises pour la même valeur. Et peut-être même pour une valeur inférieure puisque l'URSS fixerait alors ses prix en toute liberté. Le pétrole russe qui vient d'augmenter de quelque 20 % ne manquerait pas d'augmenter encore.

Reste à savoir conclut le «Financial Times», si les entreprises occidentales acceptent d'effectuer leurs transactions en euroroubles plutôt qu'en devises fortes,

## Message de condoléances du comité central du Parti communiste chinois au comité central du Parti communiste du Brésil

Le Comité central du Parti communiste chinois a adressé un message de condoléances au Comité central du Parti communiste du Brésil à la suite du brutal assassinat par les autorités réactionnaires brésiliennes des camarades Pedro Pomar, Angelo Arroyo et Joao Batista Drummond, membres dirigeants du Comité central du Parti communiste du Brésil. Le message déclare notamment :

«Ayant appris avec émotion la nouvelle du brutal assassinat par les autorités réactionnaires brésiliennes des camarades Pedro Pomar et Angelo Arroyo, membres du Comité exécutif du Comité central, et du camarade Joao Batista Drummond, membre du Comité central du Parti communiste du Brésil, nous tenons à exprimer nos profondes condoléances.

Les camarades Pedro Pomar, Angelo Arroyo et Joao Batista Drummond ont mené une longue lutte contre l'impérialisme, le révisionnisme et les réactionnaires et ont consacré leur précieuse vie à la révolution brésilienne. Sans aucun doute leur mort constitue une grande perte pour la cause révolutionnaire de peuple brésilien. Mais personne ne saurait endiguer l'impétueux courant historique de la révolution brésilienne.

Le peuple et le Parti communiste du Brésil ont une glorieuse tradition de lutte. Depuis un demi siècle, pour la conquête de l'indépendance et de la libération nationales, ils livrent une lutte héroïque contre les ennemis de classe tant intérieurs qu'extérieurs du pays, avançant par vagues successives et poussant sans cesse la révolution en avant. Nous sommes convaincus que la révolution du peuple brésilien viendra à bout de toutes les difficultés et de tous les obstacles et finira par triompher, en poursuivant la ligne révolutionnaire marxiste-léniniste, en mobilisant avec persévérance les larges masses populaires et en comptant sur elles.»

## Espagne

# Les révisionnistes au secours des monopoles en difficulté

suite de la page 1

Ayant ainsi vu sacrer ses efforts indéniables pour jouer le jeu de la démocratie bourgeoise et contribuer à offrir une solution favorable aux monopoles en difficulté, le parti révisionniste espagnol suggère maintenant l'idée d'un «gouvernement d'union» qui lui permette d'avancer plus ouvertement vers le pouvoir.

Malgré les divergences qui opposent le PCE à Moscou, il est à remarquer que l'Agence Tass s'est immédiatement empressée de lui apporter un clair soutien, soulignant dans une dépêche de samedi l'importance de «l'appel au calme» lancé par «20 partis d'opposition» dont le PCE.

En échange de la reconnaissance officielle du PCE comme partenaire possible pour un dialogue, le gouvernement Juan Carlos a ainsi les coudées franches pour frapper la véritable

opposition, celle du peuple.

En ordonnant vendredi «l'arrestation immédiate de tous les extrémistes», il précisait ses consignes sous le manteau : les quelques fascistes notoires interpellés ont été tous relâchés au bout de quelques heures.

Par contre, plusieurs centaines de militants révolutionnaires ont été arrêtés et maintenus sous les verrous avec l'approbation explicite des révisionnistes.

Mais la preuve est faite que les prisons franquistes sont bien trop petites pour contenir tout ceux qui se dressent contre l'oppression sanglante du capital espagnol et de ses complices. Lors de l'enterrement des 5 avocats assassinés la semaine dernière, pour la seule Catalogne, on comptait plus de 350 entreprises en grève. Plus de 300 000 travailleurs avaient cessé le travail dans la seule ville de Barcelonne.

**PEKIN INFORMATION**  
1 an-52 Nos-21 F

## nouvelles intérieures

## L'échange de lettres Barre-Chirac

Le contenu des lettres échangées ces derniers jours entre Chirac et Barre est fort révélateur de la vivacité des contradictions agitant les partis gouvernementaux. Dans une première lettre, Chirac déclare : « Vous comprenez qu'étant donné l'attitude d'agression et de mauvaise foi de certains de vos ministres, l'acharnement à déformer le sens de ma candidature et l'activisme regrettable qui s'est déployé sur tous les moyens d'information, je puis craindre que ma visite à Matignon n'alimente les rumeurs et ne fasse qu'ajouter à la confusion ».

De cette façon, Chirac fait état de son refus de rencontrer Barre pour arriver à une « conciliation ».

Puis Chirac rappelle les raisons de sa candidature : « C'est d'une importance capitale pour 1978. Grâce à cette élection, et, à partir d'elle, nous pourrions mettre en échec la poussée de l'opposition qui, vous le savez, se prétend actuellement majoritaire dans le pays ». Puis, il indique qu'il souhaite être reçu par Giscard pour qu'il l'informe des « raisons d'Etat qui amènent

le gouvernement à vouloir s'opposer à sa candidature ». Dans sa réponse, Barre déclare : « Je vous redis l'inquiétude que j'éprouve. Je crains que malgré vos déclarations d'intention, votre candidature à la mairie de Paris ne provoque au sein de la majorité une grave division qui lui fasse subir dans le pays une perte de confiance fâcheuse, qu'elle favorise les progrès de l'opposition que vous prétendez combattre... qu'elle ne conduise à terme à une crise institutionnelle, dont le pays n'a pas besoin ».

Dans une nouvelle lettre, Chirac confirme sa décision de se présenter : « Vous savez profondément que les raisons que vous donnez pour écarter ma candidature à Paris ne sont que des prétextes. » Et il ajoute : « A qui veut-on faire croire que ma candidature à la mairie de Paris porte atteinte aux institutions alors qu'on semble envisager qu'elle pourrait fonctionner normalement avec M. François Mitterrand comme premier ministre ».

Le résultat de cet échange de lettres fut la décision de Giscard de refuser de rencontrer Chirac.

## Saint-Nazaire

### RIPOSTE DU TAC AU TAC A L'ARRESTATION D'UN MILITANT BRETON

La semaine dernière sur ordre de la cour de sûreté de l'Etat 12 militants bretons ont été arrêtés dans différentes villes (Rennes, Vannes, Nantes, Saint-Nazaire).

Parmi eux un enseignant nazairien.

Le soir même une soixantaine de progressistes se réunissaient et décidaient d'organiser sur le champ une manifestation devant l'Hôtel de police où était détenu le camarade.

Aux cris de « A bas la cour de sûreté de l'Etat » et de « Libérez nos camarades » soixante personnes bloquaient l'entrée du commissariat où les flics

n'en menaient pas large. La sirène d'un car de police stationné devant l'Hôtel de police était mise en marche par des manifestants, ce qui à 10 heures du soir mit en émoi le quartier.

Cette riposte du tac au tac, à laquelle prirent part les communistes marxistes-léninistes, se révéla positive et efficace, car dès le lendemain le camarade était relâché. La manif n'y était sans doute pas pour rien.

Les grands champions des libertés « de la gauche », quant à eux ont brillé par leur absence, ce qui est tout à fait dans la logique des choses.

## Foyers Sonacotra

### Manifestation samedi à St-Denis

(suite de la p. une)

— 2) Dans cette lutte, les grévistes se sont donnés une direction, composée de délégués ouvriers issus de leurs propres rangs, élus et révocables par eux en assemblée générale dans chaque foyer.

Quand nous disons cela ce n'est pas une image d'Épinal que nous donnons en exemple, une recette tirée d'un manuel du « parfait petit militant ». Ces conceptions, formulées noir sur blanc dans le compte-rendu de la dernière conférence nationale ouvrière du PCMLF, les résidents de la Sonacotra les ont faits leur, au travers d'une expérience concrète parsemée d'erreurs et de succès.

Il en va de même pour la conception des comités de soutien placés sous la direction des résidents, là aussi avec des embûches et des difficultés d'application précieuses à l'enrichissement de nos connaissances politiques.

— 3) Dans cette lutte, la quasi-totalité des grévistes sont des immigrés, de plus de 10 nationalités qui ont su surmonter l'obstacle de la division entre eux et avec quelques résidents Français. Les ouvriers immigrés sont une partie importante de la classe ouvrière de France. Les conditions de travail et de vie qu'ils connaissent sont celles de toute la classe ouvrière, mais elles ont aussi un caractère spécifique.

Parmi les plus exploités, avec des libertés moindres, en but au racisme, aux brimades policières et administratives fréquentes, menacés d'expulsion quand ils luttent et s'organisent pour le faire, les travailleurs immigrés de la Sonacotra mon-

trent qu'ils sont prêts à se battre en comptant sur leurs propres forces, de manière spécifique en recherchant l'unité avec toute la classe ouvrière.

C'est une question d'une grande importance, c'est au travers de l'unité d'action contre le capitalisme qui utilise le poison du racisme comme principale arme de division que se réalise et se réalisera l'unité de toute la classe.

Sans cette unité pour laquelle nous combattons, en rejetant le chauvinisme et le paternalisme, comme la théorie selon laquelle « seuls les immigrés sont révolutionnaires », la révolution ne sera pas possible.

— 4) La lutte de la Sonacotra s'est heurtée aux forces de la réaction, celles de l'Etat comme celles de la direction révisionniste du PCF, aussi celles des trotskistes.

L'expérience politique acquise est un capital précieux pour toute la classe ouvrière et son avant-garde marxiste-léniniste.

Aujourd'hui la lutte se poursuit contre vents et marées ; dans bien des domaines (unité interne) elle s'est consolidée.

Face aux actuelles poursuites judiciaires, des saisies-arrêts viennent d'être décidées à Montreuil par le tribunal, donnant raison à la Sonacotra ; les comités de résidents de Saint-Denis et de Pierrefitte appellent à une manifestation.

Nous appelons nos camarades et lecteurs à se mobiliser autour d'eux pour donner à cette manifestation l'ampleur qu'il convient.

TOUS A SAINT-DENIS  
SAMEDI 5 FEVRIER  
à 14 h  
devant la mairie de  
SAINT-DENIS

## Aix-en-Provence

### LES FASCISTES EXPULSES DU MARCHÉ

Samedi 29 janvier, les fascistes ont tenté de vendre leur presse pourrie aux cris de « à bas l'Internationale rouge »...

Les antifascistes présents se sont mobilisés pour les expulser du marché.

Au départ nous étions une quarantaine, grossie peu à peu par les travailleurs qui faisaient leur marché.

Tandis que les flics arrivaient, les fascistes ont redoublé de hargne raciste, en nous insultant et multipliant les provocations.

Une bagarre s'en est suivie qui se termina par la retraite des fascistes. Dans l'affrontement un camarade de l'UCJR a été blessé et embarqué par les flics.

Les vendeurs qui s'étaient joints à nous pour expulser les fascistes ont vu leur vaiselle brisée. Les antifascistes ont aussitôt organisé une collecte pour réparer le dommage, les passants ont donné spontanément.

Non aux provocations racistes !

Pas de liberté d'expression pour les racistes !

## UN CONCURRENT POUR LE «PARISIEN LIBERE» ?

Un nouveau quotidien est paru lundi. Son nom, « La Tribune de Paris ». Tiré à 48 000 exemplaires, d'un prix inférieur à celui des autres quotidiens (1,10 F), paraissant sur 16 pages, ce quotidien se veut régional, « quotidien pour Paris et sa région ».

Il aura recours à la publicité, et consacre une très large place aux compte-rendus sportifs puisque son édition de lundi comporte 4 pages sur ce sujet.

De nombreuses interrogations nous viennent à l'esprit en feuilletant ce numéro un. Dans l'éditorial, on nous le présente comme le fruit du travail et de la

réflexion d'une « équipe ». « Nous sommes une équipe à avoir réfléchi et décidé de lancer un tel quotidien régional pour Paris », nous dit-on. Disons-le franchement : comment une « équipe » peut-elle dans la France capitaliste d'aujourd'hui avoir les moyens de faire paraître un quotidien ? Nous sommes bien placés pour savoir les énormes difficultés de tous ordres que constitue la publication d'un quotidien.

Et nous ne sommes pas une « équipe » mais des milliers à lutter pour la parution de notre quotidien.

Comment une « équipe » peut-elle avoir les moyens

de financer un numéro gratuit distribué à un grand nombre d'exemplaires comme l'a été le numéro 0 de la « Tribune de Paris ».

Notre interrogation porte également sur les buts politiques de ce nouveau quotidien. Paraissant en plein remue-ménage préélectorale parisien, ce quotidien ne peut en effet manquer de poursuivre certains buts politiques. Que nous dit-on à ce sujet ?

« Nous n'avons rien à voir avec un quelconque journal électoral. Nous rendons compte évidemment de la campagne des élections municipales à Paris, mais nous ne prendrons position pour aucune des listes électora-

## Nice

### Agression contre un étudiant tunisien

(Suite de la p. 1)

Outre cette correspondance d'un lecteur de Nice, voici des extraits du communiqué de « Travailleur Tunisien » (Organisation des Communistes Marxistes-léninistes de Tunisie)

... « En Tunisie, le pouvoir tunisien torture et emprisonne pour délit d'opinion et condamne à de lourdes peines de prison des militants dont le seul crime est d'avoir distribué un tract.

Voilà qu'aujourd'hui, il tente d'assassiner un militant, et de surcroît en France, pour avoir écrit sur un mur.

Nous dénonçons que de tels barbouzes puissent exister sur le sol français et aient opéré librement.

Cette lâche agression n'est pas la première du genre : déjà à plusieurs reprises, ces barbouzes ont perpétré des agressions contre des ressortissants tunisiens en France, notamment à Lille et à Lyon.

Mais elle n'en représente pas moins une escalade des procédés fascistes du pouvoir tunisien et de ses agents en France.

Nous appelons l'opinion démocratique française et internationale à dénoncer avec vigueur cette répression barbare et à œuvrer pour assurer la sécurité des militants tunisiens sur le sol français en exigeant le châtiment du coupable et l'expulsion de tous les employés barbouzes qu'entretient le régime tunisien dans les maisons diplomatiques en France et ailleurs ».

Face au plan Barre, et au Programme commun que proposent les Marxistés-léninistes ?

REUNION DEBAT

Centre social de Beisson  
AIX-EN-PROVENCE  
Vendredi 4 février 20 h 30



# Pourquoi de nombreux travailleurs s'opposent aux grèves de 24 h

## Refus des grèves-bidon

## Refus de la manipulation électoraliste

Un certain nombre de témoignages nous sont parvenus sur le refus de plus en plus massif des «Journées d'action» bidon, parachutées par les directions syndicales. Ces «grèves» sont encore suivies par un nombre important de travailleurs (SNCF, Fonction publique, Mineurs), mais peu se font des illusions sur le résultat, leur «efficacité» étant de plus en plus contestée.

La volonté de lutte existe, mais comment la rendre effective ? De nombreux travailleurs, loin de

Le 1er février, c'est le tour de l'EGF où, depuis la grève des 14 et 15 décembre — avec participation massive, près de 85% — aucune initiative n'a été prise depuis par les Fédérations CGT-CFDT-FO. C'est la «grève» sans lendemain, les dirigeants syndicaux refusant tout plan d'action jusqu'à satisfaction des revendications. Donc le 2 février rien n'aura changé pour les travailleurs.

### Un refus grandissant

Parmi les témoignages que nous avons, la plupart émanent de la Fonction publique. Ainsi la section CFDT de la Documentation française (Paris) — qui est un service du premier ministre — a pris comme décision en assemblée générale de la section «de ne pas s'associer au mot d'ordre de grève lancé pour le 27 janvier... »

Une position semblable a été adoptée par d'autres sections CFDT, dont la section CFDT-SGEN du ministère de l'Éducation, section CFDT de la Direction géné-

rale des Impôts, section CFDT du CNAM, plusieurs sections ou syndicats départementaux CFDT de l'Équipement, le plus important syndicat CFDT des Finances, etc.

La grève du 27 a été critiquée par de très nombreux enseignants. A Saint-Nazaire, la grande majorité des adhérents du SGEN notamment, se sont refusés à faire cette grève-bidon. Au CES de Saint-Joachim, en Brière, sous l'impulsion de la section SGEN, ce sont la totalité des enseignants qui ont refusé cette grève, après avoir expliqué leur position aux parents dans un communiqué de presse. Même prise de position d'enseignants de Montoir-de-Bretagne, appartenant aux 3 syndicats — SNES, SNI et SGEN — et non syndiqués.

### Inefficacité, corporatisme électoraliste...

Quel est le fondement de ces prises de position ?

«L'objectif principal de la grève est d'obtenir l'ouverture de négociations sur

renoncer à la lutte — bien au contraire — refusent de participer à ces journées parce qu'ils veulent des actions efficaces, c'est-à-dire la grève jusqu'à satisfaction des revendications.

Beaucoup refusent de servir de masse de manœuvre aux visées électorales des partis bourgeois de la fausse gauche — même si tous ne voient pas les choses aussi clairement — qui veulent se servir des syndicats qu'ils contrôlent pour parvenir au pouvoir et gérer à leur tour le capitalisme.

l'évolution du pouvoir d'achat en 1977. Or, en règle générale, la CFDT considère que ces négociations annuelles sont vides parce que le gouvernement ne tient pas compte de l'avis des syndicats. Nous refusons donc un grève de soutien à la «politique contractuelle».

— La forme d'action proposée nous paraît inefficace... «Une grève à caractère corporatiste», «l'appel... n'accorde pas de priorité au point qui nous semblent essentiels (refus des licenciements, augmentations des salaires qui réduisent les inégalités, prise en compte des revendications des non-titulaires)».

«Pourquoi une relance à froid aujourd'hui, alors que le plan Barre est entré en vigueur, est-elle présentée comme si valable ?

— On dit : mais que faire d'autre ? Pour sa part, le SGEN-CFDT de Saint-Nazaire a entrepris depuis des années une action réelle sur les auxiliaires. Il s'est heurté alors au refus et à la contre-propagande de la FEN, et n'a pas toujours été bien compris dans le SGEN national et la CFDT...

— Malgré les récentes déclarations d'E.Maire sur la grève qui dans la situation actuelle n'est pas automatiquement le meilleur moyen, on revient à la grève de 24 h qui laisse sceptiques de plus en plus de travailleurs. Ne s'agit-il pas alors d'un alibi, d'une grève-soupape ? N'est-ce pas la grève rituelle de printemps avancée pour cause d'élection ? Comment un nombre croissant de syndiqués et de militants n'auraient-ils pas l'impression de se faire avoir ? En tout état de cause, une échéance électorale, quelle qu'elle soit, n'a pas à dicter le rythme et le style de l'action syndicale.

Comme l'ont écrit dans un tract des camarades de la Sécurité sociale de Limoges : «De plus ces grévettes «suspense» arrangent bien le CNPF et la tutelle (État) qui savent que de tels «mouve-

ments, dans l'ordre et la dignité» leur feront faire un peu plus d'économie. En effet, on nous fera rattraper bien vite le travail dans les jours suivants sans nous payer la journée de grève bien sûr.

«Enfin, ces actions dérisoires sont faites pour déboussoler systématiquement les travailleurs en répandant chez eux l'idée que "la grève ne paie pas", "qu'il n'y a rien à faire sinon... bien voter en mars et en 78».

Nous publierons demain d'autres prises de position.

## Saint-Etienne

## Les ouvrières de chez Mail occupent leur usine

Les ouvrières de chez Mail sont en grève depuis le 22 décembre pour une augmentation de 30 % du salaire, le 13e mois, la 5e semaine de congé, la 1/2 heure de casse-croûte payée. Depuis un mois, elles débrayaient deux heures par jour et se retrouvaient pour discuter de la lutte. Le reste du temps, la production était fortement baissée. La détermination et l'enthousiasme étaient aussi grands qu'aux premiers jours. Face à ces ouvrières combattives, un patron irréductible : il ne cède sur rien ou presque rien. Par contre, il pratique le chantage de mille manières.

Subitement, mardi 25 janvier, lors d'une entrevue avec le CE, le patron passe aux actes et annonce le dépôt de bilan.

La riposte est immédiate. Les ouvrières débrayent à 9 h 45 et se réunissent. L'occupation, déjà envisagée au cas où le patron ne céderait pas, est votée à bulletin secret par 112 voix pour et 12 contre sur la base suivante : «Garder l'outil de travail pour ne pas être à la rue».

Immédiatement, des mesures sont prises pour que l'occupation se fasse dans les meilleures conditions.

Les ouvrières se sont organisées en 4 équipes régulières (20 heures-7 heures, une nuit sur deux : 7 heures-14 heures ; 14 heures-20 heures, afin qu'un nombre suffisant soit présent). Les assemblées sont fixées après chaque événement important. Un panneau d'affichage a été prévu pour faire circuler l'information : la venue d'une délégation des ouvriers de la Manufacture d'armes de St-Etienne est déjà affichée.

Enfin, un fait important sur lequel une déléguée et des ouvrières nous ont demandé d'insister : «Le moral est bon, la solidarité entre ouvrières est entière». 24 heures après l'annonce des licenciements, aucun signe de panique, de pessimisme, mais au contraire elles ont confiance dans leur force et sont déterminées à lutter pour leurs droits.

Les ouvrières de chez Mail vaincront !

Des ouvrières et le correspondant HR.

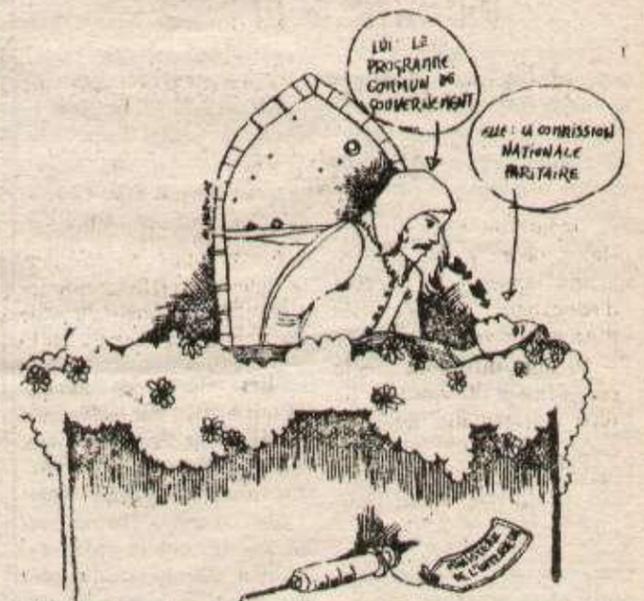
## Le Programme commun vu par la «Vie Ouvrière»

## UN CONTE A DORMIR DEBOUT

Un lecteur vient de nous faire parvenir un extrait du supplément Service public CGT de décembre 1976 paru dans la «Vie ouvrière», hebdomadaire de la direction CGT.

Le dessin qui accompagne l'article représente une scène bien connue des enfants amateurs de contes de fée. Le «prince charmant» vient réveiller la «Belle au bois dormant», plongée dans un profond sommeil. Pour les rédacteurs de la «Vie ouvrière» le prince charmant c'est le Programme commun et la «Belle au bois dormant» la Commission nationale paritaire, organisme de collaboration entre le gouvernement-patron et les chefs syndicaux dans les services publics.

Dans leur article, les révisionnistes, soucieux de préparer le terrain d'un futur gouvernement de l'Union de la gauche, accentuent leur propagande pour la conception d'un syndicalisme partenaire de l'État-patron qui est la leur déjà aujourd'hui mais qu'ils veulent renforcer davantage demain :



Dessin paru dans le supplément à la «Vie ouvrière» services publics de décembre 1976.

«Si cette année nous fêtons le 30e anniversaire du statut — conquête des travailleurs à la Libération — hélas dénaturée par les gouvernements successifs — nous pouvons œuvrer aujourd'hui pour que le Programme commun tel «le prince» réveille les organismes paritaires démocratisés qui à l'image de la «Belle» sont plongés dans un grand sommeil.»

Cette propagande idéologique prend les travailleurs pour des enfants à qui l'on peut faire avaler n'importe quelle sottise. Elle vise surtout à tromper et façonner une masse de militants et de travailleurs influencés par le PCF et la CGT pour leur faire jouer le rôle de garde-chiourme dans la classe ouvrière au service du maintien de l'ordre capitaliste.

L'Humanité  
rouge

Publication de la CGT  
1976 - 27  
100 F  
100 F  
100 F  
100 F  
100 F  
100 F

## A PROPOS DES MANŒUVRES DE DIVISION DANS LA CFDT

Commandez et diffusez notre brochure. Son prix est de 2 F (pas obligatoirement payables à la commande) port compris. La vente peut être effectuée en souscription dans le cadre de la campagne de soutien à notre quotidien.



Bronze Industriel (Bobigny)

# OU EN EST-ON APRES LA REPRISE DU TRAVAIL ?

Malgré la reprise du travail le mardi 25 janvier, après un mois de grève, la lutte des travailleurs du Bronze Industriel continue : le patron a jusqu'à présent lâché si peu (voir HR 613) que cela tient de la provocation. Pour comprendre la situation actuelle, il est nécessaire de revenir un peu en arrière.

## Les responsables CGT brisent la grève

Les délégués CGT de Bronze Industriel n'avaient jamais été très chauds pour cette grève décidée par les ouvriers eux-mêmes. Comme on les comprend ! chacun sait que le meilleur moyen de défendre les intérêts des travailleurs, ce sont les journées d'action nationales avec ballade République-Bastille !...

Mais allez donc faire admettre ça à des ouvriers qui veulent faire grève, c'est pas de la tarte ! Vous êtes bien obligé de faire semblant d'être d'accord, au moins au début !

Bref, pendant toute la grève, malgré leurs 16 délégués et suppléants contre 2 à la CFDT, on ne les a

pas beaucoup vu au piquet à 6 heures du matin, ou pour organiser les collectes et la popularisation. Cela n'a donc pas été très surprenant de voir ces mêmes délégués CGT, proches ou non du PCF (voir plus bas) prendre le vendredi 21 la décision d'arrêter la grève sans consulter les grévistes, sur suggestion du permanent CGT-métaux (Voir HR 610). Cette trahison suscita la révolte de nombreux ouvriers, y compris dans leur propre section ; mais la division était créée, c'était tout ce qu'il leur fallait.

## Et le PCF ?

Nous préférons parler des responsables du PCF que du PCF en général, car ils ont pu recruter quelques travailleurs très combatifs en les trompant sur la nature réelle de leur parti. Ces responsables, justement, ont profité de la grève pour placer des cartes (payables après la grève). Comme arguments, il y avait, entre autres, la « générosité » de la municipalité PCF de Bobigny, qui

fournissait le repas de midi, et le « soutien » de l'adjoint au maire, Sarlat ; soutien trop pesant, il faut croire, puisque certains ont reproché à ce monsieur d'imposer constamment sa présence aux grévistes et de mettre son nez dans ce qui ne le regardait pas, à tel point qu'il s'est même fait virer d'une réunion de la section CGT. Comme quoi la reconnaissance, de nos jours, ça se perd !

Remarquez qu'il n'est pas rancunier, puisque par la suite il a continué à « soutenir » les grévistes en venant leur remettre des invitations individuelles (sous enveloppe avec le nom) pour une réunion PCF à l'Hôtel de ville, alors qu'ils étaient rassemblés dans leur salle de réunion.

## Une manœuvre incroyable

Pour en revenir à la position des responsables du PCF, ils étaient d'accord avec les délégués CGT pour faire reprendre le travail. Ils avaient diffusé le jeudi 20 un tract dans ce sens (Voir HR 610). Et Sarlat, l'adjoint au maire, disait d'ailleurs ouvertement aux grévistes qu'ils avaient choisi la plus mauvaise forme de lutte possible. Mais ces experts en trahison vont manœuvrer de façon sournoise pour tenter de sauver la face.

Suite au sabotage CGT de vendredi, un bonne dizaine de travailleurs écœurés reprennent le travail lundi matin. Des délégués CGT, non membres du PCF, veulent faire de même, alors qu'il était convenu d'organiser une assemblée générale suivie de négociations pour la reprise (devenue inévitable). Changeant d'avis sous la pression des délégués CFDT, ils vont négocier avec la direction. Dès lors, les responsables PCF, Sarlat en tête, se déchaînent contre eux : ils crient à la trahison et à la division, les accusant d'être passés par-dessus la tête des grévistes et de saboter le mouvement ; ceci alors qu'eux-mêmes avaient organisé ce sabotage depuis le jeudi précédent ! Alors qu'eux-mêmes avaient voulu faire reprendre le travail sans condition pour ensuite « négocier » en position de faiblesse, sur les dos des travailleurs !

Ils ont donc demandé à la section de faire un « net-

toyage » et de vider ces délégués. Ceux-ci ont donné leur démission.

Ces messieurs du PCF espéraient ainsi se blanchir du sabotage de la grève en détournant la colère des travailleurs sur des boucs émissaires, avec lesquels ils étaient pourtant d'accord sur le fond. C'est le voleur qui crie au voleur, ou le collaborateur qui crie à la collaboration de classe !

## ... QUI NE TROMPE PAS GRAND MONDE

En somme, c'était bien joué. Mais malheureusement

la part des différents délégués ; c'est la pagaille, et la rentrée dans l'usine s'effectue par petits groupes.

## COLERE DES GRÉVISTES LO'RS DE LA REPRISE

Les travailleurs ne sont pas informés ; certains ne savent même pas que la grève est finie, ils pensent qu'il s'agit juste d'une négociation.

Contrairement aux espoirs de ceux qui avaient fait reprendre le travail, le sentiment qui domine, ce n'est pas le découragement

## UNE VOLONTÉ DE LUTTE INTACTE

Le patron doit vraiment un grand merci à ces messieurs, car il n'aurait sûrement pas tenu beaucoup plus longtemps : les clients qui téléphonent sans arrêt s'entendent répondre qu'aucune commande ne peut être livrée pour le moment. Et la direction, aussitôt après la reprise, s'est empressée de demander aux ouvriers de la fonderie (l'atelier-clé) de faire des heures supplémentaires pour rattraper la production.

## Après l'occupation de la D.D.A.S.S. Victoire à l'Ecole d'Educateurs Spécialisés d'Angers

Depuis un trimestre, 15 élèves de première et deuxième années de l'école d'éducateurs spécialisés d'Angers se voyaient refuser — au nom du quota ! — le complément de bourses de type universitaire qui leur était dû. En effet, les textes prévoient que les élèves ayant fait une déclaration d'impôt individuelle qui les rend « indépendants en ressources » ont droit à une bourse entière (500 F par mois). Or, ces élèves n'avaient touché qu'une demi-bourse.

Cette restriction s'inscrit parfaitement dans la politique du plan Barre et la dégradation des conditions de formation des travailleurs sociaux.

A la fin du trimestre dernier, leur requête n'était toujours pas prise en compte par le ministère de la Santé — accroissant ainsi leurs difficultés financières

— et ceci malgré les interventions répétées d'élèves délégués à la DDASS (direction départementale de l'action sanitaire et sociale).

Les élèves de l'école, réunis en assemblée générale le 13 janvier, décidaient donc d'occuper massivement la DDASS pour exiger l'application de la loi. Sur place, ils parvenaient à entrer en communication téléphonique avec le ministère qui répondait que l'étude des dossiers allait justement commencer (comme par hasard !).

Aujourd'hui nous apprenons que grâce à la détermination des élèves, le ministère a cédé : tous les compléments de bourses sont accordés. Cette victoire est un pas en avant dans la mobilisation des travailleurs sociaux pour le droit à une formation décente dans des conditions décentes.



les travailleurs ne sont pas des idiots, et peu sont tombés dans le panneau. La section CGT a perdu des plumes ; le PCF est apparu de beaucoup comme venant de l'extérieur pour récupérer. Certains grévistes accusaient même Sarlat d'être en contact avec le patron du Bronze ; et c'est fort possible quand on sait que Bobigny et conseiller général, est PDG de la Semarbo, une boîte privée chargée de l'entretien des HLM, parkings, etc. de la ville ; or, les différents patrons de Bobigny en sont actionnaires, y compris le patron du Bronze. Alors entre associés... D'ailleurs la municipalité qui fait beaucoup de publicité pour que « les industriels viennent s'installer à Bobigny », n'apprécie sûrement pas les grèves qui mettent « ses » patrons en difficulté.

Le mardi matin, c'est donc la reprise. Vu le conflit au sein de la CGT, ordres et contrordres se succèdent de

mais la colère. On entend des travailleurs dire, les larmes aux yeux : « Mais qu'est-ce qui se passe ? On va quand même pas rentrer comme ça » ou « Si la négociation ne donne rien, on redébraye ».

D'autres remarques, venant de travailleurs immigrés, visent les délégués CGT : « On fait grève un mois, on perd notre salaire ; maintenant ils viennent nous dire de reprendre sans rien, parce qu'il fallait d'autres formes de lutte ! Ils se foutent de notre gueule ! »

Quand on voit après ça l'argument des délégués CGT selon lequel « les gars voulaient reprendre », on comprend qui en réalité voulait reprendre ! Et ça depuis le début de la grève. D'ailleurs, par la suite, plusieurs dizaines d'ouvriers ont refusé l'avance de 750 F accordée aux grévistes, pour montrer qu'ils n'étaient pas d'accord avec la reprise du travail.

Mais que le patron ne se réjouisse pas trop vite : les fondeurs ont dit qu'ils accepteraient de venir travailler samedi ; vendredi, les chefs ont donc organisé tout le travail pour préparer les coulées supplémentaires du samedi... et les fondeurs ont tous annoncé au dernier moment qu'ils ne viendraient pas le lendemain ! Les travailleurs immigrés avaient organisé cette action d'eux-mêmes, sans prévenir personne. Cela montre qu'ils n'ont pas l'intention de cesser la lutte et que, connaissant mieux désormais leurs amis et leurs ennemis, ils ont décidé de compter sur leurs propres forces. C'est là un grand encouragement pour tous ceux qui placent leurs espoirs dans le développement du combat de la classe ouvrière, et une gifle pour ceux qui sabotent ce combat de l'intérieur, en espérant se servir de la colère des travailleurs pour se hisser au pouvoir.

Correspondant HR.



culturel

# LES PETITS PAYSANS LA PIEUVRE ET LA CAMERA

## Colloque «cinéma et paysannerie» à Vincennes

La pieuvre, c'est la firme Sanders, la caméra, c'est celle de Front paysan, les petits paysans, c'est les éleveurs du Lot-et-Garonne.

Sur l'écran : les luttes des petits paysans. C'était à la faculté de Vincennes le 28 et 29 au colloque «Paysannerie et cinéma».

«Dettes pour salaire» fut le premier film projeté. Le film retrace la lutte menée par les paysans du Lot-et-Garonne contre le trust Sanders et l'intégration. L'intégration, c'est comme si un ouvrier devait posséder lui-même sa machine et son usine. C'est un phénomène qui touche les petits et moyens paysans qui, à cause de la spéculation foncière, ne peuvent pas s'agrandir. Ils doivent donc produire un maximum sur une surfa-

ce minimum. Le plus souvent, ce sera l'élevage en batterie. Le paysan se lie par un contrat d'intégration. C'est un contrat de travail avec garantie à sens unique (pour la firme seulement). Elle avance à l'éleveur les sommes nécessaires à l'achat des jeunes animaux, des farines (les siennes) en prenant bien soin de faire signer des traites à chaque livraison. Elle normalise les techniques d'élevage et organise la vente.

Quel que soit le résultat de la vente, la maison récupère l'argent avancé... S'il y a un déficit, l'agriculteur doit payer. Ce qui intéresse la maison, ce n'est pas l'élevage, c'est de vendre sa farine et de faire des profits (on dit «réaliser son bénéfice»). Souvent au lieu de salaire

l'agriculteur se retrouve avec des dettes. La firme s'était assurée auparavant qu'il était solvable !

En 72, les éleveurs du Lot-et-Garonne réagissent. Ils se regroupent autour d'un des leurs, M. Archambault, qui s'est engagé à ne pas payer les dettes que lui réclame la firme Sanders. C'est l'intervention d'au moins 100 agriculteurs à l'intérieur de l'usine Sanders qui fait céder le patron. Il remet les dettes mais aussi accorde une rémunération du travail des éleveurs. Après cette victoire autour du syndicat «Paysans travailleurs», se crée une association de défense des éleveurs agriculteurs. Les petits paysans décident alors de faire un film sur l'intégration pour lutter pour une ré-

munération du travail des paysans.

Le film est partie intégrante de la lutte : occupation d'usines, interventions pour s'opposer aux saisies, action contre les poursuites juridiques. Le but principal du film : c'est de rassembler un grand nombre de paysans intégrés qui adhèrent aux mots d'ordre présents dans le film, ceci afin d'établir un rapport de force face à Sanders. La caricature est intégrée au film : c'est une pieuvre coiffée d'un haut-de-forme qui symbolise Sanders. Combiné avec un tract relatant les faits, appelant à une projection débat et proposant des perspectives de luttes, le film sera diffusé dans tous les villages avec un plein succès

Le film fait l'effet d'une bombe et brise le silence jusqu'alors maintenu autour de l'affaire Archambault par la presse régionale «Sud-Ouest», «La Dépêche du Midi», «Le petit bleu» (journal agenais) font des comptes rendus des projections. En quelques semaines tout le Sud-Ouest apprend que des petits paysans sont partis en guerre contre la filiale d'une multinationale

monta tous les rouages du Crédit agricole qui n'a rien de mutuel, il a évoqué des luttes contre les saisies, il a vigoureusement dénoncé la position du Modef sur le Crédit agricole. Le Modef essaie de faire croire aux petits paysans que le Crédit agricole est un outil à leur service. Les Paysans travailleurs ont dénoncé toutes les illusions électoralistes à propos ensuite de l'Union de la



Réaction immédiate de la firme Sanders qui veut faire interdire le film. Chaque projection développe le rapport de force, gagne de nouveaux éleveurs à la cause. C'est en Irlande et en Allemagne que sera projeté le film. Voilà qui montre bien l'impact immense du cinéma au service des luttes du peuple. Ce film a été suivi d'un autre film sur la propriété du sol : «La reprise abusive» avec un débat dirigé par les «Paysans travailleurs».

Enfin, le 29 fut consacré à la viticulture et au Crédit agricole. Un membre de «Paysans travailleurs» dé-

gauche dans son ensemble qu'il s'agisse du PC comme du PS. Le Programme commun, ont-ils dit, ne changerait rien à la condition des petits paysans.

Tous les paysans présents, tous les participants, étaient bien d'accord pour souligner le rôle éminemment positif de la caméra lorsqu'elle est dirigée contre les monopoles, les trusts agro-alimentaires, au service des petits paysans.

\* Dans cet article nous avons utilisé des informations tirées de la revue «Cinéthique».

## Manteaux de fourrure et petits fours Une inauguration à l'image de Beaubourg

«Nous on est du quartier et on n'a pas reçu d'invitation». C'était une famille de travailleurs du quartier, de ceux qui n'ont pas été expulsés et qui s'étonnaient de ne pas compter parmi les 5 000 invités du gratin parisien et international.

Les entrées étaient soigneusement filtrées, on attendait des altesses, des duchesses, des présidents et des banquiers pour inaugurer ce temple de la culture bourgeoise.

Tout d'un coup, on se

dit : «Tiens, une reconstitution historique du 2e Empire !» et puis non, c'est les Gardes-Républicains qui arrivent et s'installent devant vous pour former la double haie que traverseront les chefs d'État. Et quels invités ?

Au milieu des invités, j'étais coincé entre un amiral et 2 manteaux de fourrure tandis qu'une rosette de la Légion d'honneur me marchait sur les pieds.

Après être venu serrer des mains dans le groupe

autour de moi, tous les ministres s'installent et on commence. D'abord le directeur Bordaz, d'une voix monocorde, lit le catalogue du Centre.

Puis Mme Giroud, lut son discours du goût des dissertations philosophiques qu'on trouve dans les «corrigés du baccalauréat» : l'art recherche d'absolu.

Enfin Giscard a retracé la carrière d'un ancien fondé de pouvoir de la banque Rotschild en soulignant que Pompidou avait été «le bouclier de la France en 1968», qu'il aimait beaucoup les Arts et en insistant sur ses relations personnelles avec Pompidou.

Fallait-il y voir une allusion camouflée à Chirac qui était dans la salle ?

Peut-être Giscard, pour apaiser les remous, voulait-il montrer qu'après tout, on est de la même famille (celle des banquiers).

Bien sûr, Giroud a dit que la véritable inauguration commençait le jour où les 10 000 Français viendront irriguer de sang ce grand cœur de la culture. Peut-être qu'elle ne commencera jamais ? Quelle culture.

L'exposition «femmes d'un jour» représentait des mannequins de cire, qu'on trouve dans toutes les vitrines à demi-vêtus. Tout le reste était composé d'abstractions qui sont étrangères à la vie et aux luttes des travailleurs.

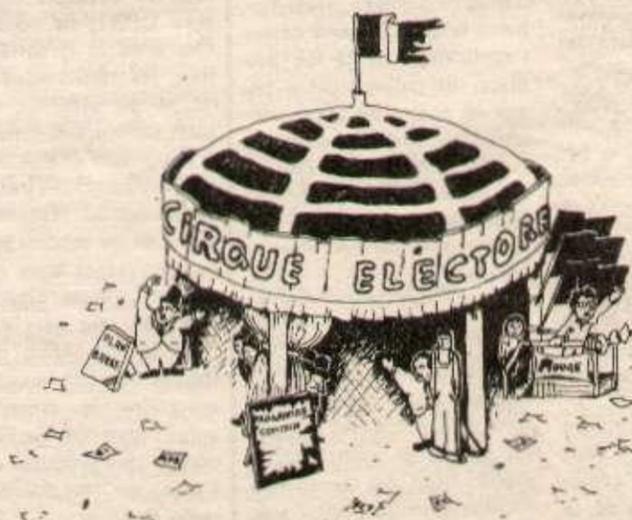
Peut-être que lorsqu'on nasse la semaine dans une

usine ou à la caisse d'un grand magasin, on n'a pas envie de retourner dans ces gigantesques échafaudages la semaine.

Ce que ne nous ont pas dit les inaugurateurs : c'est que pour construire ce grand Centre culturel, on avait démolé une école primaire et qu'on l'avait reconstruite de façon précaire, la sécurité des enfants étant assurée dans les cours de récréation par des grillages métalliques rouillés ou des filets.

Baubourg se veut un Centre d'animation pour enfants et pour l'ouvrir on ferme les écoles. Baubourg c'est de la poudre aux yeux pour les travailleurs.

### Vu par Lucha



**NI PLAN BARRE,  
NI PROGRAMME  
COMMUN!**

**meeting**  
samedi 5 février  
de 18h à 22h : Mairie de Lille  
Salle sous le beffroi.

une seule solution :  
la révolution prolétarienne !

ORGANISÉ PAR : **L'Humanité Rouge**  
quotidien de communistes marxiste-léniniste de France



informations générales

A propos de la municipalité PCF de Pantin (Seine-St-Denis)

Mentons, mentons, on gagnera bien quelques voix...

Bientôt les élections municipales ! Partout le PCF est à l'offensive pour gagner quelques voix de plus.

A Pantin (ville où le PCF dirige la municipalité depuis 1958 et ne passe pas très «haut la main»), une généreuse aide de 50 F est donnée aux chômeurs (aide prélevée sur nos très lourds impôts immobiliers).

La municipalité a publié une plaquette pour que chacun «connaisse ses droits» (voir photo).

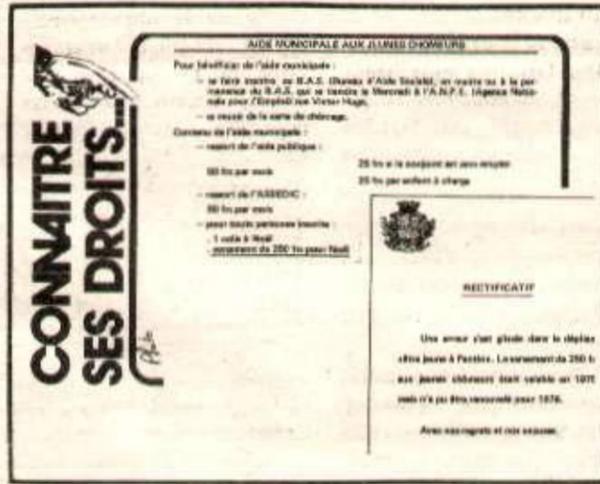
On constate tout d'abord que les renseignements sont assez flous : «Le ressort de l'AP (aide publique)» cumule-t-il avec le «ressort de l'AS (aide sociale)» ou l'an-

nule-t-il ? Sur la plaquette, ce n'est pas évident du tout. En fait la majorité des chômeurs touchent 50 F par mois, donc les 2 aides n'en font qu'une, le texte laissant entendre le contraire.

De plus, il est indiqué : versement pour Noël d'un colis et de 250 F. En fait le colis a bien été donné (20 F), mais les 250 F ? Personne n'en a entendu parler. Alors certains sont allés les réclamer au Bureau d'aide sociale (BAS), pour s'entendre dire : «Il y a erreur».

Mais les Parisiens non chômeurs ne savent pas que c'est un faux.

Voilà où en est arrivé ce «grand parti des travailleurs» : il finance sa propagande électorale sur le dos des contribuables en mentant délibérément sur l'assistance que sa mairie Pro-



gramme commun accorde aux chômeurs (assistance également financée par les impôts d'ailleurs).

«Nous avons publié un rectificatif», diront-ils. Très bien, mais combien de gens

le liront ? Et la meilleure : le rectificatif ment lui aussi ! En effet, les chômeurs ont reçu 100 F et non pas 250 F en 1975 (100 F pour Noël en remplacement des 50 F pour les mois normaux. Cela fait donc en réalité 50 F pour Noël, alors qu'ils indiquent 250 F).

Consolons-nous tout de même : une fois au pouvoir, quand ils auront envoyé les flics contre les travailleurs en lutte, ils publieront sans doute aussi des «rectificatifs» pour dire que «c'était une erreur, nous vous prions de bien vouloir nous excuser»...

Une lectrice.

Grenoble

Dans le «Dauphiné Libéré»

Halte à l'intoxication raciste !

Les jeunes immigrés comme les jeunes français sont de plus en plus nombreux à se retrouver sans travail ou rapidement chômeurs après avoir croupi plusieurs années dans les SES (Sections d'enseignement spécialisé) où on n'apprend d'ailleurs pas grand chose.

Il n'est donc pas étonnant qu'on observe unecrudescence, notamment de la petite délinquance pour laquelle ils constituent des victimes toutes prêtes.

La presse bourgeoise se garde bien entendu de remettre dans ce contexte les actes de délinquance commis.

Elle les monte au contraire en épingle pour faire du sensationnel à la Une et alimenter à coups de mensonges une campagne raciste. Ainsi de jeunes algériens avaient volé un

porte-monnaie et un sac à main avec des sommes de l'ordre de 20 F. Dans le «Dauphiné Libéré», cela devient : «La bande des algériens sévit toujours» !!!

Ce journal publie le mercredi 19 et le samedi 22 janvier deux articles sous forme de placards sur trois colonnes avec photos anthropométriques de la pire espèce à l'appui. Voilà comment sous prétexte «d'informer» on intoxique l'opinion publique.

De tels articles contribuent à susciter un climat propice aux attentats racistes qui font de nombreuses victimes, notamment chez les travailleurs algériens.

Et ces attentats, bien sûr, ne sont guère dénoncés dans les colonnes de la presse bourgeoise !

Advertisement for 'Albanie 76' exhibition, featuring the Albanian coat of arms and details about the event at the Centre Culturel Gérard Philipe in Bretigny.

Large advertisement for 'La campagne de soutien à l'Humanité Rouge' featuring 'INITIATIVES DES MILITANTS D'HELLEMMES (NORD)' and a collection of lyrics for a song of support.

Alpe d'Huez

Les CRS laissent mourir un travailleur enfoui par une avalanche

Les CRS créés par le «socialiste» Jules Moch sous le nom de «Compagnies Républicaines de Sécurité» ont rapidement montré leur véritable visage de «Corps de Repression Spéciale» au service de la bourgeoisie.

Intervenant avec une sauvagerie et une férocité entières contre les ouvriers en grève, les manifestants, allant jusqu'à tirer sur les travailleurs en lutte, ils ont amplement mérité le surnom de CRS-SS que leur donnent maintenant de nombreux travailleurs et étudiants.

La bourgeoisie s'efforce encore malgré tout de donner le change en les envoyant jouer le rôle de «gardiens de la sécurité» sur les plages et de «Saint-Bernard» dans la montagne. Le témoignage qui suit montre bien le caractère mensonger de cette propagande !

Vendredi 31 décembre, 3 skieurs partaient en direction d'un chalet derrière le col de Poutrains. En cours de route 2 abandonnent à cause des risques d'avalanches; le troisième, un élec-

tricien travaillant à Grenoble, continue.

Inquiets pour leur compagnon, les deux skieurs alertent les CRS au poste de secours de l'Alpe d'Huez. Quatre CRS partent alors de l'Alpe d'Huez et 4 autres par Oz-en-Oisans.

Ils abandonnent les recherches presque aussitôt en disant que trois d'entre eux ont été pris par une petite coulée de neige, mais ils ont pu se dégager très vite.

Les CRS ne préviennent ni les pompiers qui pourtant n'attendent que l'ordre de partir, ni le médecin de l'Alpe d'Huez qui seul a le matériel de réanimation.

Le samedi 1er janvier rien ne passe du côté des CRS. Seuls des pisteurs bénévoles partent à la recherche du skieur disparu, atteignent le chalet où ils ne trouvent personne.

Bien qu'à l'Alpe d'Huez le temps soit entièrement dégagé, les hélicoptères de secours refusent de partir de Grenoble sous prétexte de brouillard dans la vallée. Il faut signaler que l'Alpe

d'Huez est doté d'un altiport perfectionné où atterrissent et décollent le week-end en moyenne 1 à 2 avions de tourisme toutes les 5 minutes y compris des bi-moteurs.

Le dimanche rien ne se passe du côté des CRS. Ils déclarent au frère du skieur qu'ils sont allés voir sur place avec les skieurs, ce qui est faux. De plus, ils lui font comprendre qu'il est un emmerdeur à toujours réclamer des nouvelles.

Enfin le lundi, les CRS se décident à partir cette fois-ci avec les chiens qui découvrent le skieur en moins d'un quart d'heure sous 1,50 m de neige ce qui est peu. Seulement bien sûr le skieur est mort et bien mort et qu'elle a dû être son agonie !

Nul doute que s'il s'était agi d'une «personnalité» ou du fils du Préfet par exemple, ils l'auraient trouvé tout de suite et que la presse bourgeoise aurait chanté leurs louanges.

# L'Humanité Rouge

## LA CRISE VITICOLE EN LANGUEDOC - ROUSSILLON ET LE COMBAT DES TRAVAILLEURS DE LA VIGNE

### Quelques aspects de l'agriculture régionale

La crise viticole en Languedoc-Roussillon a atteint un niveau tel, que depuis plus d'un an, le combat des travailleurs de la vigne pour «vivre et travailler» au pays est non seulement une lutte au jour le jour pour la survie, mais une lutte de dimension politique nationale, qui intéresse l'ensemble des ouvriers et travailleurs paysans aspirant et contribuant à créer les conditions générales dans l'ensemble du pays pour renverser la domination du régime capitaliste.

Nous commençons aujourd'hui une série d'articles abordant sous ses divers aspects, économique, social, culturel et politiques ces questions.

Bien sûr la région Languedoc-Roussillon, c'est la vigne. Elle est omniprésente partout excepté en Lozère où domine l'élevage.

Il suffit de regarder autour de soi, lorsqu'on circule dans la région pour se rendre compte de l'importance de la vigne. Ici la vigne est le point de départ de nombreuses activités artisanales ou industrielles. Comme on le verra plus loin, cet aspect du rapport entre la viticulture méridionale et l'industrie régionale permet de comprendre à quel point la crise viticole et la crise générale économique du capitalisme

sur le plan national se renforcent mutuellement pour aboutir à une situation sur le plan de la région, où les contradictions de classes et les luttes de classes à la fois économiques et politiques sont complexes et d'une grande intensité.

Mais bien sûr, souligner le rôle de premier plan du vignoble ne signifie pas qu'il faille négliger d'autres secteurs de l'activité agricole régionale, où d'ailleurs pour certains — comme les fruits et les légumes — on retrouve le même type de problèmes.

En réalité, la région Languedoc-Roussillon est faite de diversité, et sur le plan de la configuration géographique et physique, que sur celui du type d'agriculture.

Nous allons essayer de donner un aperçu de ce que représente l'agriculture en général, et la viticulture en particulier, et montrer comment cela s'est développé depuis une vingtaine d'années. Nous nous sommes servis pour cela des chiffres et des données statistiques provenant soit du ministère de l'Agriculture soit de l'Institut national des études statistiques (INSEE), soit encore du bureau régional de l'Institut national de la recherche agronomique. Nous publions seulement ces chiffres et tableaux à titre de référence.

#### RÉGRESSION CONSTANTE DE LA SURFACE AGRICOLE CULTIVÉE

Une des premières choses que l'on constate en observant les données des différents recensements agricoles, c'est la régression de la surface agricole cultivée — les statistiques disent SAU (surface agricole utile), ce qui laisse entendre que le reste de la surface agricole non cultivée ou retournée à la friche, lande ou forêt, n'est pas (ou plus) utile ; ce qui est une façon de tromper les gens.

En 1963, la SAU totale de la région est de 1 453 000 ha (INSEE). En 1970, le recensement général indique que la SAU est passée à 1 126 000 ha, soit une diminution des terres cultivées de 327 000 ha — surface qui est légèrement inférieure à celle du vignoble régional actuel.

#### UNE PRODUCTION DIVERSIFIÉE, OU DOMINE LA VIGNE

Comme l'indique le tableau 1, la vigne recouvre pour les cinq départements près d'un tiers de la surface cultivée. Et si l'on retire le département de la Lozère qui ne compte que 400 ha de vignes, la proportion atteint plus de 40 %.

D'autre part, le vignoble méridional représente le tiers de la surface du vignoble national. Cela permet

Ce retour à l'état inculte de milliers d'hectares de terre est le résultat direct de la politique de l'État capitaliste qui favorise la spéculation foncière, alors que des milliers de petits paysans ont dû quitter la terre ces vingt dernières années, apauvris par des charges d'exploitation de plus en plus colossales et des prix de vente à la production dérisoires.

Il est important de noter que le 7e plan de l'État capitaliste établit dans ses prévisions pour 1985 une réduction supplémentaire de 100 000 ha. Cela monterait la surface régionale en friche, garrigues, landes ou forêts à 1 700 000 ha ; soit près du double de la surface cultivée.

de comprendre, par un aspect de la question — la quantité de vignes — que la crise viticole en France est avant tout la crise du vignoble méridional.

Le tableau 1 permet également d'apprécier la part importante des cultures fruitières et maraichères par rapport à l'ensemble du pays.

Départements	Terres labourables	surfaces en herbe	Vignes	Cultures fruitières	Cultures maraichères	Châtaigneraies	Oliveraie
Aude	138,8	72,0	117,7	3,0	0,9	—	0,3
Gard	54,4	105,3	92,3	19,1	2,0	2,4	3,6
Hérault	48,0	102,0	173,3	6,0	0,8	4,0	2,2
Lozère	46,5	247,0	0,4	—	0,1	2,2	—
Pyr.Orient.	14,6	68,5	66,9	7,7	4,5	—	0,4
REGION	302,3	594,8	450,6	35,8	8,3	8,6	6,5
France entière	17 357,3	13 801,6	1365,2	272,3	63,8	57,5	33,5
Part Région en %	1,7%	4,3%	33%	13,1%	13%	15%	19,2%

#### UN EXODE RURAL MASSIF ET LA LIQUIDATION DES PETITS PRODUCTEURS

	1955	1963	1967	1970	1975
AUDE	32 698	27 761	24 841	24 684	21 536
GARD	31 489	23 458	19 656	20 261	17 568
HÉRAULT	60 883	42 894	36 430	34 690	29 649
LOZÈRE	11 318	9 287	8 020	7 117	6 169
PYRÉNÉES OR.	25 553	22 986	21 264	19 180	16 104
LANGUEDOC	165 941	127 386	110 211	105 932	91 022

La vérité de l'exode rural, son caractère de masse ces vingt dernières années sont indiqués très clairement par ces chiffres officiels. De 1955 à 1975, 46 % des exploitations ont disparu, correspondant à environ 77 000 d'entre elles. Cet exode ne se manifeste pas seulement dans la viticulture. Il atteint tous les départements, comme par exemple la Lozère avec une intensité égale.

Il faut ajouter à cela que cet exode avait été calculé par les hauts fonctionnaires du ministère de

l'Agriculture de l'État capitaliste lors de l'élaboration du 5e et du 6e plan, et que le 7e plan en prévoit froidement la continuité.

Ainsi, le rapport du 5e plan pour la région Languedoc-Roussillon prévoyait que le nombre de travailleurs de la terre (paysans et ouvriers) devait passer de 208 800 en 1954 à 138 000 en 1970 et 130 000 en 1985. Aujourd'hui, on constate que ce plan a été dépassé puisqu'en 1968 une étude de l'INSEE indiquait que le nombre «d'actifs agricoles» était de 128 100.

#### LA RUINE ET L'EXODE FRAPPENT AVANT TOUT LES PETITS PRODUCTEURS

	1963	1967	1970	1975
- de 5 ha	77 766 61,0 %	65 644 59,0 %	62 633 59,0 %	50 576 55,6 %
5 à 10 ha	21 823 17,1 %	18 106 16,4 %	16 617 15,8 %	14 106 15,5 %
10 à 20 ha	14 622 11,5 %	13 641 12,4 %	13 247 12,6 %	12 751 14,0 %
20 à 50 ha	9 572 7,5 %	8 971 8,1 %	8 884 8,4 %	9 317 10,2 %
50 à 100 ha	2 746 2,2 %	2 755 2,5 %	2 864 2,7 %	2 841 3,1 %
+ de 100 ha	981 0,8 %	1 148 1,0 %	1 163 1,1 %	1 357 1,6 %

	1963	1967	1970	1975
- de 5 ha	134 714 12 %	110 089 9,7 %	100 145 8,9 %	79 860 7,2 %
5 à 10 ha	156 507 13,5 %	129 834 11,5 %	119 253 10,7 %	102 985 9,3 %
10 à 20 ha	203 820 17,5 %	191 421 17 %	184 865 16,6 %	178 640 16,2 %
20 à 50 ha	295 096 25,4 %	278 618 24,5 %	272 910 24,5 %	286 688 25,9 %
50 à 100 ha	188 188 16,2 %	185 175 16,4 %	194 033 17,4 %	194 803 17,7 %
de 100 ha	183 071 15,8 %	230 933 20,5 %	244 309 21,9 %	261 841 23,8 %
Total	1 161 396	1 126 000	1 115 515	1 104 817

Ces deux tableaux donnent une vue assez proche de la réalité de la ruine paysanne dans la région Languedoc-Roussillon. Alors que le nombre d'exploitations agricoles et la surface correspondante à celles de 50 ha et plus augmentent entre 1963 et 1975 ; alors que le nombre et la surface de celles comprises entre 20 et 50 ha se stabilisent, les exploitations de moins de 10 ha voient leur nombre diminuer d'un

tiers, celles comprises entre 10 et 20 ha passent de 14 622 à 12 571, soit moins 15 %.

Les petites exploitations ont perdu 108 376 ha tandis que les grands domaines de plus de 100 ha ont gagné 78 770 ha (56 579 ha sont retournés à la friche ou «gelés» pour des opérations financières lucratives.)

(A suivre)